Commune de Chaouilley

6, Grande Rue

54330 Chaouilley

PROCES VERBAL DE SEANCE

L'an deux mil vingt-quatre et le 28 Mars à vingt heures trente, les Membres du Conseil Municipal de la Commune de Chaouilley, régulièrement convoqués, se sont réunis au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de leurs séances, sous la Présidence de Monsieur Éric PERROTEZ, Maire de la Commune.

Étaient présents : Jean-Claude ARTIS, Virginie BALAUD, Jacques COLIN, Patrick HALGUE, Guy NAJOTTE, Alexandre NOËL, Thierry PEREAUX, Éric PERROTEZ, Romain ROTH, Francis ROUSSEL

Absente : Annabelle MILLE,

Absent excusé :

Secrétaire de séance élu : NOEL Alexandre

Le quorum étant atteint,

La séance est ouverte à 20h35

11/24

Compte administratif 2023 budget assainissement présenté par Alexandre NOEL

- Le Conseil Municipal donne acte de la présentation faite du compte administratif 2022 du budget assainissement, lequel peut se résumer ainsi :

Libellés	Investissement		Fonctionnement	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédent
Résultats reportés		37 343.13		9 511.76
Opérations de l'exercice	40 126.62	9 448.81	2 000.41	7 000,17
Totaux	40 126.62	46 791.94	2 000.41	16 511.93
Résultats de clôture	0,00	6 665.32	0,00	14 511.52

Et vote à l'unanimité, le maire étant sorti, pour les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus (9 présents, 9 votants).

Le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à cette délibération.

12/24

Compte de gestion 2023 budget assainissement

Le Conseil Municipal constate, pour la comptabilité, les identités de valeur avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au

Conseillers élus : 11 – Conseillers présents : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 présents)

Conseillers votants : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 votants)

Conseillers convoqués le 25 mars 2024 / Date d'affichage le 25 Mars 2024

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture et publication ou notification le 04/04/2024

Commune de Chaouilley

6, Grande Rue

54330 Chaouilley

fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

Le Conseil Municipal

- Vote à l'unanimité le compte de gestion 2023 du budget assainissement.
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à cette délibération.

13/24

Affectation des résultats budget assainissement

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de M. Éric PERROTEZ, après avoir entendu le compte administratif de l'exercice 2023 du budget assainissement, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2023, constatant que le compte administratif de l'exercice 2023 présente les résultats suivants :

Fonctionnement : excédent 14 511.52 €
Investissement : excédent 6 665.32 €

- Décide d'affecter le résultat comme suit :

Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002) : 11 011.52 €

Affectation en réserve (ligne 1068) : 3 500 €

Affectation à l'excédent reporté d'investissement (ligne 001) : 6 665.32 €

Nombre de suffrages exprimés : 10 votes : Pour : 10

- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à cette délibération.

14/24

Assainissement Budget Primitif 2024

Budget assainissement

Libellés	Investissement		Fonctionnement	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédent
Résultats reportés		6 665.32		11 011,52
Opérations de l'exercice	23 818.33	17 153.01	18 200.82	7 189.30
Totaux	23 818.33	23 818.33	18 200.82	18 200.82

Conseillers élus : 11 – Conseillers présents : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 présents)

Conseillers votants : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 votants)

Conseillers convoqués le 25 mars 2024 / Date d'affichage le 25 Mars 2024

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture et publication ou notification le 04/04/2024

Commune de Chaouilley

6, Grande Rue

54330 Chaouilley

Nombre de suffrages exprimés : 10 Votes : Pour : 10

- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à cette délibération.

15/24

Adhésion centre de Gestion

Mr Le maire propose la souscription du forfait de base du Centre gestion afin de bénéficier des services concourant à la mission de conseil en ressources humaines notamment :

- Conseil statutaire individualisé
- Veille en gestion de carrières
- Informations générales sur les outils de gestion des ressources humaines
- Analyse et suivi des accidents de travail et des maladies professionnelles
- Animation du réseau des assistantes et conseillers de préventions
- Assurance santé et mutuelle

L'adhésion au forfait de base représente 0.265 % de la masse des rémunérations versées par la commune

La convention prend effet dès sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2026.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **décide** à l'unanimité :

- D'adopter les termes de la convention présentée
- D'autoriser le Maire à signer la dite convention, ses avenants et annexes éventuelles ainsi que tout document permettant l'application de la présente délibération.
- D'inscrire le coût de cette convention au budget

16/24

Prime pouvoir d'achat

Le Maire expose à l'assemblée,

Considérant qu'il y a lieu de verser une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire en vue de soutenir le pouvoir d'achat des agents publics territoriaux face à l'inflation, ayant perçu une rémunération annuelle brute inférieure ou égale à 39 000€ sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de déterminer le montant forfaitaire de la prime dans le respect du barème et des montants plafonds fixés par le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 et

Conseillers élus : 11 – Conseillers présents : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 présents)

Conseillers votants : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 votants)

Conseillers convoqués le 25 mars 2024 / Date d'affichage le 25 Mars 2024

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture et publication ou notification le 04/04/2024

Commune de Chaouilley

6, Grande Rue

54330 Chaouilley

de déterminer les modalités de versement de cette prime, en une ou plusieurs fractions avant le 30 juin 2024 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du comité social territorial en date du 27/11/2023 date à laquelle les membres ont donné délégation au Président d'émettre les avis de principe ;

L'autorité territoriale propose à l'assemblée délibérante, afin d'amortir le choc de l'inflation et de soutenir le pouvoir d'achat des agents publics, d'instaurer la prime forfaitaire de pouvoir d'achat, selon les modalités suivantes :

LES BÉNÉFICIAIRES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

La présente prime est attribuée aux agents fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public sous réserve de remplir les conditions cumulatives ci-dessous :

- avoir été nommés ou recrutés à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023,
- avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023,
- être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023.

La rémunération brute prise en compte est celle perçue au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, déduction faite de la prime de garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) et de la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées.

LA DÉTERMINATION DU MONTANT

Les montants pouvant être alloués varient en fonction de la rémunération de l'agent sur la période de référence. Dans la limite du plafond prévu pour chaque niveau de rémunération défini, il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de déterminer le montant de la prime :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022
au 30 juin 2023

Plafond maximum de la prime de pouvoir
d'achat pour un poste à temps complet

Conseillers élus : 11 – Conseillers présents : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 présents)

Conseillers votants : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 votants)

Conseillers convoqués le 25 mars 2024 / Date d'affichage le 25 Mars 2024

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture et publication ou notification le 04/04/2024

Commune de Chaouilley

6, Grande Rue

54330 Chaouilley

Inférieure ou égale à 23 700 €	270.27 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	0 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	0 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	0 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	0 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	0 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	0 €

Le montant de la prime, est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par l'employeur qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée si besoin pour correspondre à une année pleine.

LES CONDITIONS DE VERSEMENT

Cette prime est versée par l'employeur public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023 la prime est versée par chacun d'entre eux.

Cette prime est versée en un versement unique avant le 30 juin 2024.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle n'est pas reconductible.

LES CONDITIONS DE CUMUL

Cette prime est cumulable avec toute autre prime et indemnité perçue par l'agent, à l'exception de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique hospitalière ainsi que pour les militaires.

Conseillers élus : 11 – Conseillers présents : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 présents)

Conseillers votants : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 votants)

Conseillers convoqués le 25 mars 2024 / Date d'affichage le 25 Mars 2024

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture et publication ou notification le 04/04/2024

Commune de Chaouilley

6, Grande Rue

54330 Chaouilley

L'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

L'attribution de la prime exceptionnelle à chaque agent fait l'objet d'un arrêté individuel conformément aux modalités d'attribution définies par la présente délibération.

M. le 1^{er} adjoint ne participe pas au débat ni au vote.

Après avoir délibéré, le Conseil décide :

- d'adopter la proposition du Maire
- que la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle sera versée aux agents remplissant les conditions réglementaires,
- d'inscrire au budget de l'exercice en cours, les crédits correspondants.
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à cette délibération.

17/24

Dissolution SPL Gestion Locale

C'est par délibération du 12 juillet 2018 que les membres au conseil d'administration du Centre de gestion avaient décidé la création d'une nouvelle structure juridique pour écarter le risque d'un redressement fiscal, car plusieurs activités relèvent du secteur concurrentiel.

Par la suite, il est apparu que :

- une Société Publique Locale ne pouvait pas répondre totalement à nos objectifs, faute d'une évolution de la législation,
 - seules les communes pouvaient adhérer à une SPL, donc les CCAS et les établissements publics devaient en être exclus.
 - le grand nombre de communes adhérentes ne permet pas le « contrôle analogue » prévu par les textes en vigueur. Le contrôle analogue consiste en des contrôles réels, effectifs et permanents, intervenant sur au moins trois dimensions relatives au fonctionnement de la société, à savoir :
 - les orientations stratégiques
 - la vie sociale
 - l'activité opérationnelle
 - les dispositions de l'article L.1524-5 du CGCT sont applicables aux Sociétés publiques locales ; elles prévoient que « toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaire a droit au moins à un représentant au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, désigné en son sein par l'assemblée délibérante concernée ».
- Or, un conseil d'administration ne peut pas matériellement comprendre plusieurs centaines de membres.

C'est dans ce contexte que l'ensemble des collectivités du département a reçu, fin décembre 2019, un courrier de la préfecture de Meurthe-et-Moselle rappelant ces règles et annonçant qu'une attention

Conseillers élus : 11 – Conseillers présents : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 présents)

Conseillers votants : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 votants)

Conseillers convoqués le 25 mars 2024 / Date d'affichage le 25 Mars 2024

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture et publication ou notification le 04/04/2024

Commune de Chaouilley

6, Grande Rue

54330 Chaouilley

particulière serait portée à toute nouvelle adhésion et demandait aux collectivités de « prendre leurs dispositions » face à cette situation.

En conséquence, la société n'a plus d'effectif depuis le 31/12/2020. Elle ne porte plus d'autres activités, compte tenu de la reprise par le Centre de Gestion des missions qui étaient exercées par la SPL.

Aussi, dans ce cadre, il nous sera proposé lors de la prochaine assemblée générale de la SPL :

- une dissolution anticipée de la SPL GESTION LOCALE, dans les meilleurs délais,
- de nommer en qualité de liquidateur M. Daniel MATERGIA, et de lui conférer les pouvoirs les plus étendus aux fins de procéder à la liquidation de la Société,
- de mettre fin aux fonctions des administrateurs et des organes de direction à compter de la dissolution. Le mandat du Commissaire aux Comptes devra se poursuivre dans la mesure où sa présence est obligatoire dans les SPL, sans considération de seuils.

Le liquidateur sera ensuite chargé de recouvrer les créances de la société et régler ses dettes, d'établir les comptes de liquidation et de convoquer une seconde Assemblée Générale des actionnaires afin de leur faire approuver lesdits comptes, ainsi que l'éventuelle attribution du solde de liquidation aux actionnaires, donner quitus au liquidateur et le décharger de son mandat puis constater la clôture de la liquidation à l'amiable de la Société.

L'accord de notre représentant aux Assemblées Générales de la SPL GESTION LOCALE, tant de dissolution que de liquidation, ne pourrait être donné sans cette délibération préalable, en application de l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales, alinéa 3.

Aussi, à cette fin, il nous a été demandé de nous prononcer sur les propositions susvisées et d'en faire ensuite parvenir une copie à la SPL Gestion Locale.

Délibération

Le conseil après en avoir délibéré, donne son accord à :

- *la dissolution anticipée de la SPL GESTION LOCALE dans les meilleurs délais,*
- *la nomination de M. Daniel MATERGIA comme liquidateur et l'attribution des pouvoirs les plus étendus aux fins de procéder à la liquidation de la Société,*
- *la fin des fonctions des administrateurs et des organes de direction et la conservation du Commissaire aux Comptes,*
- *la liquidation à l'amiable de la SPL GESTION LOCALE,*
- *et donne ainsi tous pouvoirs à notre représentant(e) de voter, conformément aux décisions prises ci-avant, aux Assemblées Générales de dissolution et de liquidation de la Société SPL GESTION LOCAL*

Conseillers élus : 11 – Conseillers présents : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 présents)

Conseillers votants : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 votants)

Conseillers convoqués le 25 mars 2024 / Date d'affichage le 25 Mars 2024

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture et publication ou notification le 04/04/2024

Commune de Chaouilley

6, Grande Rue

54330 Chaouilley

18/24

Admission en NON VALEUR

La loi n°2022-217 du 21/02/2022 autorise la délégation de la décision d'admission en non-valeur au Maire dans la limite d'un seuil fixé par décret.

Cette nouvelle possibilité de délégation complète celles de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le décret n°2023-523 du 30/06/2023 précise :

- Art. D. 2122-7-2 - Le seuil plafond de délégation fixé par la délibération prévue au 30° de l'article L. 2122-22 du présent code ne peut être supérieur à 100 euros.

Après instruction des propositions transmises par le comptable public portant sur des créances irrécouvrables au sens de l'article R. 276-2 du livre des procédures fiscales, le Maire prononce l'admission en non-valeur par arrêté.

- Il rend compte au moins une fois par an de ses décisions au Conseil Municipal au moyen d'un état listant les créances admises en non-valeur et les motifs ayant présidé à cette admission.
- Il tient à la disposition de l'organe délibérant les pièces produites à l'appui de la demande d'admission en non-valeur présentée par le comptable public. »

Considérant qu'il y a intérêt en vue de faciliter la bonne marche de l'administration communale

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide:

- De donner la délégation de prononcer les décisions d'admission en non-valeur au Maire et de fixer le seuil plafond de cette délégation à 100 € / opération.
- D'autoriser le Maire à signer toutes pièces relatives à la bonne exécution de la présente

19/24

Compte administratif 2023 présentés par Alexandre NOEL

- Le Conseil Municipal donne acte de la présentation faite du compte administratif 2023 du budget Commune, lequel peut se résumer ainsi :

Libellés	Investissement		Fonctionnement	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédent
Résultats reportés		440.92		29 617.89
Opérations de l'exercice	666.00	81.40	86 512.63	94 137.25
Totaux	666.00	522.32	86 512.63	123 755.14
RAR				
Résultats de clôture	143.68			37 242.51

Conseillers élus : 11 – Conseillers présents : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 présents)

Conseillers votants : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 votants)

Conseillers convoqués le 25 mars 2024 / Date d'affichage le 25 Mars 2024

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture et publication ou notification le 04/04/2024

Commune de Chaouilley

6, Grande Rue

54330 Chaouilley

Et vote à l'unanimité, le maire étant sorti, pour les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus (10 présents, 9 votants).

Le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à cette délibération

20/24

Compte de gestion 2023

Le Conseil Municipal constate, pour la comptabilité, les identités de valeur avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

Le Conseil Municipal vote à l'unanimité le compte de gestion 2023 du budget de la commune.

- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à cette délibération.

21/24

Admission en non-valeur

Monsieur le Maire expose :

Des titres de recettes sont émis à l'encontre d'usagers pour des sommes dues sur le budget assainissement de la commune.

Certains titres restent impayés malgré les diverses relances du Trésor Public. Il convient de les admettre en non-valeur.

Décision : Le Conseil municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable, notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables,

Considérant les états des produits irrécouvrables dressés par le comptable public,

Considérant sa demande d'admission en non-valeur des créances n'ayant pu faire l'objet de recouvrement,

Considérant que les dispositions prises lors de l'admission en non-valeur par l'Assemblée Délibérante ont uniquement pour objet de faire disparaître de la comptabilité la créance irrécouvrable,

Entendu l'exposé de Monsieur Le Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal

- **Décide**, à l'unanimité, d'approuver l'admission en non-valeur des recettes pour un montant total de 2 656.11 € correspondants aux années 2017 sur le budget général, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n° 6644460032 / 2024 de Mme VANDENBROM Corinne, dressée par le comptable public.
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à cette délibération.

Conseillers élus : 11 – Conseillers présents : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 présents)

Conseillers votants : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 votants)

Conseillers convoqués le 25 mars 2024 / Date d'affichage le 25 Mars 2024

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture et publication ou notification le 04/04/2024

Commune de Chaouilley

6, Grande Rue

54330 Chaouilley

22/24

Affectation des résultats

Le Conseil Municipal, après avoir entendu le compte administratif de l'exercice 2023 du budget général, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2023, constatant que le compte administratif de l'exercice 2023 présente les résultats suivants :

Fonctionnement : excédent 37 242.51 €
Investissement : Déficit 143.68 €

- Décide d'affecter les résultats comme suit :

Affectation en réserve du budget investissement (ligne 1068) :	3 242.51 €
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)	34 000.00 €
Affectation au déficit reporté d'investissement (ligne 001)	143.68 €

Nombre de suffrages exprimés : 10 Votes : Pour : 10

- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à cette délibération.

23/24

Budget primitif 2024

Budget commune

Libellés	Investissement		Fonctionnement	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédent
Résultats reportés	143.68			34 000.00
Opérations de l'exercice	12 589.83	12 733.51	123 333.00	89 333.00
Totaux	12 733.51	12 733.51	123 333.00	123 333.00

Nombre de suffrages exprimés : 10 Votes : Pour : 10

- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à cette délibération.

24/24

Motion Fermeture de Classes, suppressions des Postes

Conseillers élus : 11 – Conseillers présents : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 présents)
Conseillers votants : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 votants)
Conseillers convoqués le 25 mars 2024 / Date d'affichage le 25 Mars 2024
Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture et publication ou notification le 04/04/2024

Commune de Chaouilley

6, Grande Rue

54330 Chaouilley

L'école éduque, forme à la citoyenneté et prépare l'avenir professionnel des plus jeunes : elle est à ce titre un pilier de notre République autant que de notre économie.

Ses défis sont aujourd'hui nombreux, qu'il s'agisse notamment de l'acquisition des savoirs fondamentaux, du bien-être des élèves, de l'attractivité des carrières enseignantes, comme des choix d'orientation.

Pour répondre à ces défis, il est une donnée déterminante : le nombre d'élèves par classe, en particulier en écoles maternelles et primaires, surtout lorsque ces dernières affichent un Indice de Position Sociale (IPS) faible – l'IPS reflétant les conditions socio-économiques et culturelles des familles des élèves accueillis dans l'établissement.

Le principe d'équité doit être au cœur de la politique éducative et la répartition des moyens doit tenir compte des différences de situation économique, sociale et territoriale afin que le service public de l'éducation puisse justement contribuer à l'égalité des chances et lutter contre les inégalités sociales et territoriales.

Le conseil Municipal constate qu'avec 54 suppressions de postes de professeurs des écoles annoncées et un renforcement des moyens de remplacement, c'est une véritable hémorragie de fermetures de classe qui se profile dans le département à la rentrée scolaire 2024/2025. Au total, plus d'une centaine de postes d'enseignants vont être retirés.

Le Conseil Municipal demande donc à l'Éducation nationale :

- d'ouvrir sans délai une large concertation sur l'adéquation entre moyens et besoins à l'échelle de notre département avec les différents acteurs et notamment les collectivités et leurs associations représentatives ;
- à travailler de concert pour la création de filières d'excellence au sein des établissements situés dans nos quartier populaires comme dans la ruralité afin de donner à chacune et chacun les mêmes chances de réussite ;
- de suspendre les fermetures de classes envisagées.

Le Conseil Municipal s'associe à la démarche du Département, de l'Association des Maires et de l'Association des Maires Ruraux de Meurthe-et-Moselle, contre les fermetures de classes, notamment dans le monde rural.

L'éducation de nos enfants n'est pas une variable d'ajustement et les fermetures de classes ne doivent pas se faire au détriment de l'organisation des apprentissages de nos écoles.

25/24

Questions diverses

- Concernant le projet de proposé à l'école de Chaouilley par l'école de Parey-Saint-Césaire, le conseil municipal le trouve intéressant mais il ne valide pas le cadre de sa mise en oeuvre :

Conseillers élus : 11 – Conseillers présents : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 présents)

Conseillers votants : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 votants)

Conseillers convoqués le 25 mars 2024 / Date d'affichage le 25 Mars 2024

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture et publication ou notification le 04/04/2024

Commune de Chaouilley

6, Grande Rue

54330 Chaouilley

- Demande de Subvention exceptionnelle émanant de l'École de Chaouilley pour le financement d'un séjour scolaire : Les conseillers s'étonnent du délai extrêmement réduit pour donner une réponse à la demande de financement et sur le fait que cette sortie n'ait pas été évoquée plus tôt.
- Ils rappellent que la compétence scolaire appartient au SIVOM et que selon eux, les aides financières doivent être demandées au syndicat et non aux communes.
- Ils soulignent tous le fait qu'aucune action n'ait été menée pour financer, même partiellement, la sortie.
- Le conseil souhaite que les projets soient menés en priorité avec les classes de Praye et aimerait qu'une sortie comme ce séjour n'empêche pas la participation à d'autres projets du RPI.
-

Levée de séance : 22h40

Conseillers élus : 11 – Conseillers présents : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 présents)
Conseillers votants : 10 (sauf DCM 11/24-16/24-19/24 : 9 votants)
Conseillers convoqués le 25 mars 2024 / Date d'affichage le 25 Mars 2024
Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture et publication ou notification le 04/04/2024